

# Retraite Construction



**La Crise ...  
on n'a pas fini  
d'en entendre  
parler !**

*la*  
**cgt**  
**UFR**

Union Fédérale des Retraités de la Construction - Bois - Ameublement

Union Fédérale des Retraités de la Construction - Bois - Ameublement

**n° 67**

Décembre 2011

Prix : 0.25 Euros



**Directeur de la publication :**  
Jean-Luc PLUMELET

**Conception, réalisation :**  
Michèle BRAMARDI

**Numéro de commission paritaire de presse :** 0910 S 07515

**Imprimerie :** BRUNEAUT  
43, Chaussée Brunehaut  
62223 Ste Catherine-les-Arras



# Sommaire

<b>SYNDICALISATION</b>	→ Alain HOFFECARD
La Normandie réunie	4
<b>DOSSIER a)</b>	→ Pierre LEPAGE
Après les 30 glorieuses ... les 30 douloureuses	5
<b>DOSSIER b)</b>	→ Jean-Claude GUERINEAU
La casse de 50 ans de progrès social	7
<b>SANTÉ</b>	→ Jean-Claude GUERINEAU
La perte d'Autonomie	8
<b>TRIBUNE LIBRE a)</b>	→ Robert BRUN
... à propos de la Crise et de l'Euro	9
<b>TRIBUNE LIBRE b)</b>	→ Pierre LEPAGE
... l'économie au service du Social	11
<b>HOMMAGES</b>	→ Claude TURCHET
Marius RUBINO, Raymond BEAUVAIS	12
<b>COUP DE GUEULE</b>	→ Yves DELATTRE
G 20, un déploiement de forces démesuré et indécent	13
<b>EN BREF</b>	→ Jean-Claude GUERINEAU
Ce qu'il faut savoir, retenir et diffuser	14

# La dette, parlons-en !



Paraît-il que par nos folies consommatrices et jouissives en recherche de toujours plus de bien-être, notamment en matière de santé, par notre peu de volonté au travail et le fait d'être doté d'un dispositif de retraite au - delà de nos moyens -, nous aurions plongé le pays dans une dette abyssale qui obérerait l'avenir de nos enfants et petits enfants. Afin de revenir dans le droit chemin de l'économie libérale, une cure d'austérité permanente devrait nous être imposée comme punition. Rien de moins !

Cette tarte à la crème distillée par les médias aux ordres du MEDEF, du Gouvernement et de la grande bourgeoisie, est là pour cacher les véritables responsables de l'endettement public de la France. On nous culpabilise en nous assénant des chiffres astronomiques. La dette de l'Etat français est de l'ordre de 1600 milliards d'euros, soit 87% de notre PIB qui représente actuellement 2 000 milliards d'euros.

**On notera qu'en 2002, à l'avènement de la droite au pouvoir, la dette était d'environ 60% du PIB.**

En fait, le principal responsable de la dette publique est le Gouvernement actuel de par sa soumission aux ordres des marchés financiers matérialisée par :

→ Une politique de désindustrialisation du territoire générant un chômage massif.

→ Une politique de bas salaires qui a conduit par un abaissement de la consommation, à la récession économique. Une érosion de 10% des masses salariales en 30 ans aboutit à ce qu'annuellement 175 milliards d'euros passent de la poche des salariés à celle des actionnaires. A ce sujet, selon Nasser MANSOURI-GULIANI, économiste à la CGT, en 1985 sur 100 euros que produisaient les travailleurs, 5 allaient aux actionnaires. En 2011 sur 100 euros 25 vont aux actionnaires.

→ Par les subventions colossales (172 milliards) de l'Etat et des Régions accordées aux entreprises sans contrôle de leur utilisation.

Ajoutons à cette belle manne entre 45 à 50 milliards de fraude fiscale et de travail dissimulé qui se situerait entre 8 et 15 milliards. Additionnons à ces milliards les 175 cités plus haut et, ainsi, on peut mesurer le préjudice financier dont est victime la Sécurité Sociale puisque ces sommes n'ont pas été soumises à cotisations sociales.

**En conclusion, La dette représente un bel enfumage de l'opinion publique** pour procéder, en la faisant accepter, à la destruction de tout notre édifice social, en exerçant une pression continue sur les salaires, imposant la réduction de nos pensions, facilitant les licenciements, instaurant encore plus la précarité des contrats de travail et des statuts, faisant de la flexibilité l'organisation du travail selon les besoins du patronat. La dette est aussi un bon prétexte pour justifier la casse des Services Publics afin de confier ceux-ci au privé. Bonjour la facture !

Nous sommes avertis, sortons nos pancartes avec beaucoup de monde autour. Mais, comme il a été prouvé en 2010, que les luttes syndicales ont leur limite, **soyons exigeants auprès des candidats aux futures échéances politiques, présidentielles et députés**, sachons distinguer ceux qui seront prendre en compte nos revendications. La délégation de pouvoir n'a jamais permis à un peuple de s'émanciper, il convient de se rappeler que rien n'est obtenu, tant dans le domaine social que politique, qu'en prenant son destin en main. Par exemple, en 1936 les acquis sociaux n'ont pas été octroyé par un Gouvernement, fut-il de gauche, ils ont été gagnés par les travailleurs qui sont entrés en lutte au lendemain des élections pour imposer des acquis qui perdurent de nos jours.

**Pour 2012, on sait ce qu'il nous reste à faire !**



## SYNDICALISATION

# La Normandie réunie

→ Alain HOFFECARD

Le 22 novembre 2011 a eu lieu la première réunion de la coordination des retraités CGT de la Construction, du Bois et de l'Ameublement de Normandie.

Ce n'était pas exactement la première réunion, mais un seul des participants avait déjà assisté à une réunion des représentants des départements de la Manche, du Calvados et de la Seine Maritime.

**Nous avons débattu sur les 8 propositions du 4<sup>e</sup> Congrès de Hyères.**

Il en est ressorti qu'il y avait une grande attente pour la mise en place et la diffusion du livret d'accueil pour la retraite et de formation spécifique des retraités syndiqués.

Le lien avec les actifs nous semble indispensable et nous devons les soutenir dans leurs revendications.

Pour la syndicalisation, notre objectif est d'abord de rassembler les syndiqués isolés et de contacter les unions locales ou unions départementales afin de promouvoir la continuité syndicale.

Les retraités, en participant à la vie syndicale, aux actions, aux manifestations, luttent pour défendre leurs intérêts et pour promouvoir le progrès social au bénéfice de tous.

Des rapprochements seront également faits avec les délégués syndicaux des entreprises normandes afin de faire un suivi des prochains départs à la retraite.

Dans les secteurs isolés, la relationnel avec d'anciens collègues peut être une solution, un peu aléatoire mais qui fonctionne dans certains départements.

Après, il ne reste plus qu'à communiquer et animer pour fidéliser les nouveaux arrivants.

Chacun est ressorti satisfait de la réunion car nous avons créé un groupe motivé, réaliste et cohérent qui pourra progresser.

L'Union Départementale de CAEN, nous a très bien accueillis et sera le lieu des autres rendez-vous grâce à son emplacement géographique.

Une nouvelle date a déjà été fixée le 13 avril 2012 pour une prochaine réunion biannuelle avec, nous le souhaitons, la présence des représentants des départements de l'Orne et de l'Eure.

C'est peut être en ces termes, que le regretté Jean Fourastié, auteur des « 30 Glorieuses » décrirait cette période qui va de la deuxième moitié des années 70 à nos jours.

Faut-il ici rappeler que le dispositif régissant l'économie en France dans la période de 1945 à 1979 était d'inspiration keynésienne. Système que l'on pourrait résumer par :

**relance de la consommation par la baisse des taux d'intérêts bancaires, un accroissement des investissements publics afin d'assurer le plein emploi, planification des projets économiques.**

Ainsi a été mis en place un important dispositif économique reposant sur la création ou la nationalisation d'entreprises industrielles, de services et de banques publiques qui ont pu financer un dispositif de protection sociale de qualité : **la Sécu et ses branches, Famille, Santé, Retraite.**

En fait, il est bon de le rappeler, ces dispositions étaient inspirées du Programme National de la Résistance.

Par la Santé, l'Education, la recherche, la Formation Professionnelle, ces mesures ont été le moteur de l'ascenseur social de la génération du baby boom.

**De 1979 à nos jours : l'horreur économique, la régression et l'injustice sociale. le triomphe du capitalisme financier sous l'appellation trompeuse de « libéralisme ».**

C'est certainement ainsi que l'on peut qualifier le résultat de l'avènement du système économique qui domine le monde et qui a été mis en place au début des années 80 par REAGAN aux Etats Unis, THATCHER en Angleterre.

L'inspiration vient d'économistes britanniques des 18 et 19<sup>e</sup> siècles pour qui l'économie devait se réguler d'elle-même avec le rôle de l'Etat réduit à sa simple fonction régalienne.

Ainsi, selon cette théorie, il suffirait de produire des richesses et chacun y retrouverait son compte par un ruissellement naturel dispensé par une main invisible. Bel angélisme ! ...

→ Pierre LEPAGE

# Après les 30 Glorieuses, les 30 Douloureuses

DOSSIER a)



# La casse de 50 ans de Progrès Social

DOSSIER b)



Après la Ministre du budget, Monsieur FILLON annonce que le budget 2012 de la France (après réajustement) sera historique.

Il en ressortira que les dépenses de l'Etat ont été revues sérieusement à la baisse, du jamais vu depuis 1945. A cela le Président de la République s'en prend aux « *Fraudeurs* » en matière de protection sociale, rassurez-vous les salaires, pas les patrons ! Il a en plus, l'audace de prendre à témoin le programme du « *Conseil National de la Résistance* ». Cela ressort des discours « *popu lestes* » destinés à conforter et racoler leur électorat. En vérité, ils continuent à s'en prendre à nos acquits issus de la résistance. Ils s'acharment sur notre protection sociale, morceau par morceau, avec un esprit de vengeance comme il n'est pas permis. Leurs arguments « *la crise, la dette* » chaque Français doit faire des sacrifices, surtout les salariés, pour ceux du « *Fouquet 's* » pas de problème ! Les profits sont d'années en années en hausse. Ils jettent sans vergogne leurs promesses, d'équité, de justice sociale au panier. Eux qui ne l'ont pas vu arriver, cette crise qui leur incombe totalement ! En clair cela se traduit : pas moins de fonctionnaires, des services publics en déconfiture, baisse du pouvoir d'achat et des pensions, moins de consommateurs donc plus de précarité, moins de remboursements ou de prise en charge et maintenant des jours de carences supplémentaires, donc une dégradation du tissu sanitaire de notre pays,

pour les années à venir. Nous pourrions multiplier les exemples ! Mais c'est bien sûr, les salariés et les retraités qu'ils se servent. Il faut savoir que dans les années 60, la part des salaires dont la valeur ajoutée atteignait 74% à 76%. Aujourd'hui, elle n'est plus qu'à 67% au profit du capital. Le niveau de rémunération des actionnaires est de l'ordre de 25% de l'excédent d'exploitation des bilans d'entreprises. En définitive plus celles-ci versent de dividendes, moins elles versent de salaires, de cotisations sociales et moins elles investissent. La preuve est faite que leur crise, ils nous la font durement payer, nous assistons à la casse de 50 ans de progrès social. Alors que les moyens de financements exacts, la CGT en a fait la démonstration à moindres reprises. La priorité est donnée à la Finance ! La réaction devient naturelle. Indigner nous le somme même, si celle-ci n'a pas le niveau souhaité.

**Bon nombre d'entre nous, ont de plus en plus de difficultés à vivre, d'autres ont fait le choix d'attendre 2012, mais quel que soit le résultat, il faudra toujours se battre et défendre et élargir nos acquis.**

... Le discours en l'honneur de cet âge d'or tenu par les laudateurs du capitalisme financier pourrait se résumer à ce qui suit :

**« Braves gens soyez patients, surtout ne luttez pas pour un avenir meilleur, il arrivera tout seul surtout si vous travaillez plus ( au cas ou vous auriez un boulot), acceptez les bas salaires et le chômage. Si vous êtes retraités n'ayez pas l'outrecuidance de revendiquer une revalorisation de vos pension de retraite, n'oubliez pas que vous n'êtes plus productifs, de ce fait vous êtes une charge pour la communauté ! Soyez patients, le bonheur est pour demain surtout si vous acceptez sans broncher les plans de rigueur que vont vous imposer les marchés financiers aux responsabilités à la place de l'Etat ».**

Arrêtons là la dérision bien qu'elle soit plus près de la réalité que de la fiction. Notons que les idéologues du libéralisme et, du même coup, les promoteurs de la suprématie économique des marchés financiers, ont oublié un détail important : celui qui fait que la société est jusqu'alors, et cela depuis des âges lointains, divisée en classes sociales antagonistes par leur intérêts. Marx rappelait avec raison que l'histoire du monde, dès ses origines, est marquée par la lutte des classes. Ainsi, pendant que les économistes anglais théorisaient sur les bienfaits du libéralisme, dans le confort de leur manoir, des enfants de 8 ans travaillaient dans les mines et ne profitaient pas du ruissellement de la richesse qu'ils produisaient.

En conclusion, ce système fait que toute activité, qu'elle soit industrielle, tertiaire, sociale, humaine, culturelle, doit être soumise à la loi des marchés. En d'autres termes, toute activité doit être confiée au secteur privé afin que les actionnaires puissent venir y prélever des intérêts de plus en plus élevés, au moins à deux chiffres.

**En France, trente années de recession sociale pour satisfaire les marches financiers.**

En effet, depuis le premier plan de rigueur de Raymond BARRE, à la fin des années 70, en passant, le « *il va falloir faire des sacrifices* » de BALLADUR en 94, aux derniers plans d'austérité de SARKOZY-FILLON, les trente dernières années, à l'exception de 81 à 83, n'ont été qu'une succes-

sion de mesures d'austérité au contenu anti social, accompagnées de contraintes pour les salariés et les retraités.

Malgré la capacité à produire des biens de consommation pouvant satisfaire les besoins de tous (*ce qui n'a pas été toujours le cas pendant les « trente glorieuses »*) aujourd'hui un nombre de plus en plus grand de nos concitoyens a de plus en plus de difficultés à vivre. Pour un nombre croissant de gens c'est même de survie qu'il s'agit. On considère, suite à la récession engendrée, que pour la première fois dans l'histoire, une génération va vivre plus mal que celle qui l'a précédée.

**En conclusion sur les « trente glorieuses », on remarquera que la maîtrise de l'Etat sur l'économie par la planification, les Services Publics et de Santé, les Entreprises et les Banques nationalisées, ont permis d'utiliser les richesses produites pour développer l'outil industriel.**

**La force syndicale, notamment représentée par une CGT ayant plus de 2 millions d'adhérents, ainsi que l'existence d'une force politique de progrès, a également permis une augmentation substantielle du niveau de vie de l'ensemble de la population (salaires et protection sociale de qualité).**

**Ainsi, de nouveaux acquis sociaux ont été gagnés tout en préservant ceux de 36 et 45. Mai 1968 est le témoignage de la capacité de lutte de cette époque.**

**La période de 1945 à 1980, si elle est une période de progrès social et d'essor économique, n'est pas pour autant l'âge d'or, et ce n'est pas la CGT qui lui a attribué cette appellation flatteuse. Néanmoins, elle reste une période de référence et, contrairement aux propos actuellement répandus, elle n'a pas légué un héritage de dettes aux générations futures.**

■ Pierre LEPAGE



## SANTÉ

# La Perte d'Autonomie

→ Jean-Claude GUERINEAU

L'an 2007, année des promesses. En 2011, le Gouvernement informe qu'il reporte à 2012 les décisions touchants à la dépendance, ce que nous appelons, nous la CGT, la perte d'autonomie.

Pour les personnes atteintes et pour leur famille c'est une catastrophe.

Pourtant, un véritable chantier social a été ouvert, répondant à des besoins nouveaux de notre société. Il en est autrement, la crise, les contraintes budgétaires mais surtout une volonté affichée de donner une part du financement aux assurances privées. Des débats citoyens se sont tenus avec succès dans tout le pays. Professionnels, Associations, Syndicats, tous ensemble ont rejeté cette proposition prônant une prise en charge par la Sécurité Sociale et rappelant au passage l'urgence de la situation. Si aujourd'hui, nous sommes 16 millions de retraités, nous allons atteindre le chiffre de 21 millions d'ici 2035. Phénomène financier facilement surmontable du fait de la croissance. Au passage, nous pouvons nous féliciter de l'allongement de l'espérance de vie grâce aux progrès de la médecine et de l'amélioration de la qualité de vie (*certes avec des différences selon les professions*). En même temps, les Français ont fait le choix de rester le plus longtemps possible dans leur foyer, cela entraîne des besoins nouveaux, tels que l'aide aux aidants et l'aide à domicile. Une profession à créer, à former. Actuellement, 4 millions d'aidants doivent assurer seuls le soutien d'un proche. Oui, il y a urgence de créer une prise en charge avec les moyens adéquats. Demain, la situation risque de devenir intenable. Les 800 000 personnes dépendantes d'aujourd'hui vont passer à 1,2 millions en 2040. La perte d'autonomie recouvre plusieurs cas, mental, moteur ... (*exemple des malades atteints de la maladie d'Alzheimer : 750 000 personnes atteintes pour une prévision de 1,2 millions en 2020*).

Ces éléments posent le problème de l'hébergement en maison médicalisée du type EHPAD. Leurs nombres, leurs coûts se situent entre 1 400 et 2 500 euros par mois (*selon le classement GIR*). Si on les rapproche de la pension moyenne des retraites 1 440 euros, il apparaît de suite une forte inégalité qui va par ailleurs s'accroître avec l'augmentation des charges : coût de la vie, mutuelle, non remboursement de médicaments, loyer ...

Quelle issue pour les familles afin de pallier au reste à charge ? Sachant que les aides, en particulier l'APA, les départements cherchent à en réduire l'impact. Vendre ses biens alors qu'une vie de travail a été nécessaire pour les acquérir, il serait naturel dans faire bénéficier les enfants. Tout cela ne peut que nous interroger, voir nous inquiéter ! L'ambiance actuelle est malheureusement l'attente, les yeux, les oreilles rivés sur la ligne bleue ou rouge, de l'échéance électorale de 2012.

Mes camarades, l'expérience de notre vie militante CGT, nous a démontré que rien n'est réglé par avance donc quel qu'en soit le résultat, il faudra lutter !

**Alors examinons bien les promesses qui vont nous être prodiguées. Correspondront-elles à nos revendications CGT ? Si c'est le cas, défendez les et faites en part autour de vous.**

Une intéressante demi-journée d'étude s'est tenue à la section du PCF de Romans le 3 Décembre 2011 dernier.

Elle a permis de mettre en perspective, les différentes étapes qui ont conduit à la situation actuelle : recours massif au crédit dès la fin des années 70 ; loi de 1973 qui interdit l'accès direct de l'Etat à la Banque de France, traité de Maastricht, pacte de stabilité d'Amsterdam etc.

Toutes ces réformes ont fait passer la dette de la France de 44 milliards en 1978 à 1500 milliards en 2010. L'Etat devient la locomotive des marchés financiers. Causes et conséquences ont aussi été abordées, ainsi que les réflexions pour sortir de cette situation. C'est sur deux d'entre elles, sortir de la crise et l'euro que je propose de poursuivre la réflexion.

Pour sortir de la crise, le parti et son secteur économique proposent des mesures notamment : permettre à la Banque Centrale Européenne de prêter directement aux Etats à taux bas, voire nul, la mise en place d'un pôle public bancaire alimenté par des fonds récupérés sur les dégrèvements de cotisations sociales patronales, pour financer l'investissement, l'emploi et la formation, en particulier dans les PME PMI, des droits nouveaux pour les salariés et une bataille idéologique active.

Manque à ces propositions à mon avis, la possibilité pour chaque pays Européen de pouvoir mettre en œuvre ses propres choix en fonction de ses propres intérêts. Autrement dit, pourquoi faut-il que ce soit la banque centrale européenne et non la banque nationale qui prête à l'Etat pour financer une politique qu'il peut décider sous le seul contrôle de son peuple ?

D'autre part, tous les pays développés ont approuvés le consensus de Washington, c'est-à-dire la mise en œuvre du néo libéralisme dans leur pays comme sur toute la planète. A part chaque peuple, qui peut mettre en échec cette stratégie ? Et cela n'est pas exclusif des coopérations en Europe et dans le Monde. Personne ne conteste les réalisations de l'accélérateur de particules à Genève, de la fusée Ariane ou de l'Airbus qui sont des coopérations engagées avant le traité de Maastricht par des pays libres de s'y engager ou pas.

Enfin, depuis 30 ans, nous dénonçons la crise, les crises et nous évertuons à trouver des solutions pour en sortir, mais ces crises sont récurrentes sont des années 1970. ...

→ Robert BRUN

## TRIBUNE LIBRE a)

# ... à propos de la Crise et de l'Euro



... Demain, ce sera de l'alimentation, la crise de l'eau, la crise l'énergie etc.

**Peut-on sortir des crises sans sortir du capitalisme ? N'est il pas temps de poser l'issue des crises de cette manière ?**

Changer la logique du système, c'est changer le système. Cela suppose un niveau élevé du rapport des forces idéologiques, politiques et sociales.

La monnaie unique est elle devenue indépassable ?

C'est pour l'instant l'opinion du parti, discutons !

L'euro est une monnaie importante de la planète mais, elle est celle qui est dans l'œil du cyclone de la crise, pourquoi ?

Parce qu'elle est une monnaie unique qui contraint les pays membres à une concurrence sans protection, ce qui entraîne un dumping social et des délocalisations sans limite. Cela affaiblit le marché intérieur et les capacités productives de chaque pays.

Parce qu'il est interdit aux pays membres de se financer auprès de leur Banque Centrale, ce qui les laisse désarmés devant les marchés financiers et la spéculation.

La Grande Bretagne ou le Japon ont aussi une dette élevée mais, ils peuvent créer de la monnaie, ils ont les moyens de négocier avec les marchés financiers et peuvent obtenir des taux d'intérêts de 1 à 2 %.

**Parce que l'euro est une monnaie de domination de l'Allemagne sur les autres pays de la zone, un Mark avec un autre nom. Germanophobie ? Certainement pas, il s'agit de faits. Jamais l'économie Allemande n'a autant dominé les pays membres de la zone euro que depuis la création de l'euro.**

L'Allemagne à aussi un marché intérieur atone, mais elle tient grâce à la pénétration des marchés des autres pays de la zone. De plus, elle utilise largement la main d'œuvre des pays de l'Europe de l'Est et dans la division Européenne des paiements excédentaires.

## La sortie de l'euro comme monnaie unique est-elle possible ?

Certains économistes pensent que non. Ils pronostiquent une dévaluation de 25% avec une dette contractée en euro, donc à rembourser en euros, ce qui alourdirait sensiblement le poids de la dette. D'autres économistes pensent que c'est possible à condition de contrôler les capitaux, de modifier les règles jurisprudentielles, de contrôler les marges et les circuits financiers, alors que conserve une monnaie unique se traduirait par un surcroît d'austérité, une faible croissance et la poursuite de la désindustrialisation.



**Notons que les pays Latino-Américains de l'Alba ont créés une monnaie commune, pas une monnaie unique.**

Quoi qu'il en soit, rester dans un système de domination ne peut pas être une perspective et si nous avons le rapport des forces pour imposer un autre fonctionnement de l'euro et de la Banque Centrale Européenne, pourquoi ne pas mettre le système à l'endroit en permettant à chaque pays d'avoir les moyens de sa politique, ce qui n'interdit pas au contraire toutes les coopérations utiles.

■ Robert BRUN



## TRIBUNE LIBRE b)

# ... l'économie au service du Social



→ Pierre LEPAGE

## ... Pour mettre l'économie au service du Social, agissons !

L'anémie de notre capacité à produire du fait des mesures d'austérité qui, réduisant la capacité à consommer pour un nombre croissant de nos concitoyens, engendre un cycle infernal conduisant à la récession économique, donc à l'impossibilité matérielle de satisfaire les besoins sociaux. Or c'est uniquement par la relance de la consommation du plus grand nombre et non dans le développement d'une bulle financière alimentée par le pillage du fruit du travail (*l'économie réelle*), enrichissant encore plus les riches, que nous sortirons de la crise et irons vers le progrès social. L'économie est l'affaire de tous et non d'une élite composée d'experts autoproclamés. En tant que militants syndicaux ne devons-nous pas intervenir davantage, dans nos écrits et sur le terrain, pour une orientation de l'économie au service du social et non de la finance ?

La situation économique et politique actuelle, de la France en particulier et de l'Europe en général, doit-elle nous laisser les bras croisés alors que la finance mondialisée impose sa dictature au mépris des règles démocratiques les plus élémentaires ?

**La crise Européenne révèle que cette Europe-là n'est pas l'Europe qu'il nous faut.**

La soumission des budgets des Etats au diktat des marchés financiers (et de leurs agences de notation) découlant des différents Traités européens, notamment celui de Lisbonne, montre le caractère anti démocratique de la construction de l'Union Européenne depuis son origine.

Mettre en œuvre, dans un Traité, une disposition qui interdise aux Etats d'emprunter directement à la Banque Centrale Européenne (BCE) en les obligeant à passer par les

banques d'affaires (*donc par les marchés financiers*) relève du hold-up et instaure de façon permanente le recours aux plans d'austérité pour satisfaire les contraintes de dépenses publiques dans un carcan de 3% du PIB. Rappelons que les fonds de la BCE sont abondés par des fonds publics.

Le mécanisme de pillage financier reposant sur les notes attribuées par les agences de notation fait qu'en dégradant la note d'un pays on augmente automatiquement le pourcentage des intérêts qui lui seront imposés. Ainsi, avec des fonds empruntés à 1% à la BCE, les marchés financiers prêtent à la Grèce à 16% et l'Italie à 8%. A ce jour, les intérêts imputables à la France sont de l'ordre de 3,6%. Une dégradation de la note AAA entrainerait automatiquement des emprunts à un taux plus élevé.

Ce racket organisé est révoltant, d'une part, par le fait qu'il ait pu être mis en place, mais surtout pour ses conséquences, génératrices de casse sociale, engendrant précarité, pauvreté et misère pour les plus défavorisés, d'autre part le fait qu'il continue d'enrichir encore plus les nantis.

L'intervention autoritaire de la Commission Européenne, du couple SARKOZY-MERKEL et du FMI dans les affaires des Etats tels que la Grèce et l'Italie représente une mesure autoritaire et un danger pour la démocratie en Europe. C'est la dictature de la finance qui arrive à visage découvert !

**En 2005 la CGT a eu mille fois raison de s'être opposée à la ratification du Traité Constitutionnel Européen, maintenant c'est à son sosie, le Traité de Lisbonne, qu'il faut s'attaquer parce qu'il représente un arsenal anti-social et un danger pour la démocratie sur l'ensemble du continent !**

# à Marius RUBINO, et à Raymond BEAUVAIS

## à Marius ...

**Marius**, j'ai fais ta connaissance en mai 1968, pas sur les barricades mais dans la vie syndicale où toi, déjà tu étais engagé depuis longtemps.

Moi dans mon Syndicat de BARRELEURS, toi chez les électriciens du Bâtiment, membre actif de cette section et délégué syndical dans l'entreprise EMA où tu travaillais. Tu as su avec tes copains électriciens mener l'action pour la défense et conquête de droits pour les travailleurs.

**Marius**, ton engagement t'a élevé à des responsabilités très importantes, membre de la CE Fédérale où tes idées étaient très appréciées et mises en place dans différentes sortes de lutte.

Sans se perdre de vue, je te retrouve au Conseil d'Administration du Centre de Formation des Apprentis de la Construction, toujours en train de batailler pour les intérêts des jeunes et la défense de leurs droits dans leurs entreprises.

A la retraite, ta vie syndicale se poursuit sans être coupé des actifs qui ont toujours besoin des conseils des plus anciens.

Tu as accepté le poste de Trésorier où ta rigueur et ton sens de la justice sociale à su envers les moins aisés, trouver un équilibre pour que notre section fonctionne bien.

Nos luttes ont changé plus naturellement avec les retraités mais toujours en lien avec les actifs.

La Fédération des retraités te propose de faire partie de la CE, malgré les longs trajets à Paris.

Ta présence est très appréciée et écoutée.

**Marius**, déjà 10 ans. Tu me demandes de prendre la relève chez les retraités, j'accepte mais toujours avec ton soutien, tes analyses politiques pour défendre le monde du travail et celui des retraités.

Je ne te dis pas adieu, ce mot est trop dur mais à demain à la permanence où toi, nos copains, ALBERT FAU, HENRI PAYOT, HENRI MANOUKIAN, ANDRÉ GAUBERT, LOUIS MOYAT, ANDRÉ GRUGET et les autres seront toujours dans nos cœurs.

■ Claude TURCHET

## ... à Raymond

Technicien à l'Entreprise VERGER DELPORTE dans les Hauts-de-Seine, il s'est vu confier par ses camarades de l'Entreprise, la responsabilité de Secrétaire du Comité d'Entreprise et plus tard celle d'animateur de l'activité de l'USC des Hauts-de-Seine en direction des Ingénieurs, Cadres et Techniciens.

A partir du Congrès de Saint-Etienne en 1982, c'est au niveau national de notre Fédération qu'il a exercé cette responsabilité exigeante jusqu'en 1988.

Membre du Bureau Fédéral, il participait aussi à toutes les activités de la Fédération. Durant cette période, il était également membre de la Commission Exécutive de l'UGICT.

G20  
FRANCE  
2011  
NOUVEAU MONDE  
NOUVELLES IDÉES

→ Yves DELATTRE

# G 20, un déploiement de forces démessuré, indécent !

COUP DE GUEULE ...

Le gratin des puissants de ce monde était donc réuni début novembre à Cannes ...

**Ce G20 a mis le département en état de siège : 12 000 hommes sur le terrain (civils, militaires) ... plus de CRS sur la Croisette que de palmiers !**

Pendant une petite semaine : rues barrées, circulation des habitants dans leurs lieux de vie quasiment interdite, commerces fermés, ballets incessants et assourdissants d'hélicoptères, ogives anti-missiles positionnées, croiseurs sous marin en alerte au large, hôpitaux de la région réquisitionnés, malades délocalisés pour faire de la place ...

Dans quelle démocratie vivons-nous ?... quand la libre circulation des personnes s'arrête devant celle des personnalités.

En cette période de crise, combien de dizaines de millions d'euros dépensées, dilapidées ?... pour assurer la sécurité des vrais « casseurs de la planète »...

A cela s'ajoutera la facture hôtelière de ce petit monde de privilégiés, qui ne peut fréquenter que les palaces méditerranéens ... tout ce « tralala » pour quel résultat ?...

En parallèle à ce G20, se tenait à Nice un contre sommet organisé par les alter mondialistes.

Une campagne de terrorisation de la population avait été menée auparavant dans les quartiers où devait passer cette manifestation qui se voulait pacifique et festive ... campagne orchestrée par quelques politiciens locaux ambitieux et zélés. Un déploiement de forces de police armé, complètement disproportionné avait été mis en place pour encadrer le rassemblement.

**Depuis 15 jours :**

Le déluge a succédé au G20, qui lui aussi à fortement perturbé le département, la Grèce a changé de Gouvernement.

**On a refusé au peuple le droit de s'exprimer sur son devenir, les plans sociaux continuent en France. Un nouveau plan de rigueur a été mis en place « Y en a marre ! » vivement 2012 !**



→ Jean-Claude GUERINEAU

## Ce qu'il faut savoir, retenir et diffuser

- Les 500 plus gros patrimoines Français ont augmenté de 25% en 1 an (*de 194 à 241 milliards d'euros*) sont environ l'équivalent des pensions de retraites versées au 15 millions de retraités.
- 80 milliards de bénéfices pour les entreprises du CAC 40 engrangés en 2010.
- 210 milliards d'euros de dividendes ont été distribués en 2010 dont 40 par les entreprises du CAC 40 en 2010.
- 170 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales ont été attribuées aux Entreprises Françaises en 2010.

*Alors l'argent est là pour financer la protection sociale, augmenter nos pensions !  
Pourquoi ne pas aller le chercher, qu'en pensez-vous ?*

### anecdote :

*4 millions de manifestants n'ont pas suffi à faire rejeter la réforme Fillon sur les retraites en 2010 !*

*1 manifestant (Monsieur RAFFARIN, cogéniteur du Futuroscope) aura réussi à faire tomber la taxe sur les parcs d'attraction, du 1<sup>er</sup> plan de rigueur de Monsieur FILLON, septembre 2011.*

#### → Que devons nous en déduire ?

*Ce n'est pas la quantité ou d'être épris de justice sociale qui compte.*

*Il vaut mieux en effet, avoir été responsable de la politique du pays, de disposer de beaucoup d'amis et d'influence dans les milieux du pouvoir ...  
... que d'être salarié, chômeur, retraité et revendiquer une justice pour tous !*



**EN BREF ...**





Écouter



PRO BTP, carrément proche !

RETRAITE PRÉVOYANCE SANTÉ ASSURANCES ÉPARGNE ACTION SOCIALE VACANCES